

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE
2416/GR-HA

entre la

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

et la

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Programme de Mise en Place d'un Fonds de Garantie Partielle de Crédit pour le Développement
des Entreprises

9 octobre 2010

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE

CLAUSES SPECIALES

INTRODUCTION

Parties, Objet, Parties Intégrants et Organisme d'Exécution

1. PARTIES ET OBJET DE L'ACCORD

ACCORD signé le 9 octobre 2010 entre la RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, dénommée ci-après le « Bénéficiaire » et la BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT, ci-après dénommée la « Banque », en sa qualité d'Administrateur de la Facilité Non Remboursable de la Banque, afin de coopérer à l'exécution d'un programme de mise en place d'un Fonds de Garantie Partielle de Crédit pour le développement des entreprises, ci-après dénommé le « Programme ». Les aspects principaux du Programme sont décrits dans l'Annexe, ci-après dénommé « l'Annexe ».

2. PARTIES INTÉGRANTES DE L'ACCORD ET RÉFÉRENCE AUX NORMES GÉNÉRALES

(a) Le présent Accord est composé des Clauses Spéciales, des Normes Générales, et de l'Annexe, qui s'y ajoutent. Si une disposition des Clauses Spéciales ou de l'Annexe n'est pas conforme aux Normes Générales ou est en contradiction avec les dites Normes Générales, c'est cette disposition des Clauses Spéciales ou de l'Annexe qui prévaut. En cas de défaut de conformité ou de contradiction entre les dispositions des Clauses Spéciales ou de l'Annexe, c'est le principe selon lequel la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale qui s'applique.

(b) Les Normes Générales établissent de façon détaillée les dispositions des procédures faisant référence à l'application des clauses relatives aux décaissements ainsi qu'aux autres dispositions concernant l'exécution du Programme. Les Normes Générales comprennent également des définitions à caractère général.

3. ORGANISME D'EXECUTION

Les parties conviennent que l'exécution du Programme sera réalisée par le Bénéficiaire par l'intermédiaire du Fonds de Développement Industriel, une institution spécialisé de la Banque de la République d'Haïti « BRH », ci-après dénommée « l'Organisme d'Exécution » ou le « FDI », dont le Bénéficiaire certifie la capacité légale et financière d'agir comme tel.

CHAPITRE I

Coût et Financement Non Remboursable

CLAUSE 1.01. Coût du Programme. Le coût total du Programme est estimé à la contre-valeur de quatre vingt quinze millions dollars des États-Unis d'Amérique (ÉU\$95.000.000). A moins que l'Accord n'en dispose autrement, le terme « dollars » désigne ci-après la monnaie qui a cours légal aux États-Unis d'Amérique. L'Annexe de cet Accord inclut le budget du Programme avec la ventilation par catégorie d'investissement et sources de financement.

CLAUSE 1.02. Montant du financement non remboursable. Aux termes du présent Accord, la Banque s'engage à accorder au Bénéficiaire, et celui-ci accepte, un financement non remboursable, ci-après dénommé la « Contribution », sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, à concurrence d'un montant de vingt millions dollars (ÉU\$20.000.000) ou sa contre valeur en d'autres monnaies sauf celle de la République d'Haïti, faisant partie desdites ressources.

CLAUSE 1.03 Ressources additionnelles. (a) Conformément à l'Article 6.04 des Normes Générales, le Bénéficiaire s'engage à apporter en temps opportun, les apports nécessaires, ci-après « l'Apport », en complément à la Contribution, pour l'exécution complète et ininterrompue du Programme.

(b) Le Programme comptera avec le cofinancement et le financement parallèle de la Banque Mondiale, et du Fonds de Reconstruction d'Haïti « FRH », jusqu'au le montant de soixante quinze millions dollars (ÉU\$75.000.000).

(c) Les montants du cofinancement et financement parallèle seront destinés au financement des catégories qui, à charge dudit montants, sont établies dans le budget du Programme apparaissant dans l'Annexe.

CHAPITRE II

Décaissements

CLAUSE 2.01. Monnaies des décaissements de la Contribution et utilisation des fonds. (a) Le montant de la Contribution sera décaissé en dollars ou sa contre-valeur en d'autres monnaies faisant partie des ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, à l'exception de celle de la République d'Haïti.

(b) Les ressources de la Contribution ne peuvent être utilisées que pour le paiement de biens et de services et pour toutes autres fins indiquées dans le présent Accord. Les biens et services doivent être originaires des pays membres de la Banque et devront être acquis selon les procédures prévues dans cet Accord.

CLAUSE 2.02 **Conditions spéciales préalables au premier décaissement.** Le premier décaissement de la Contribution (au montant de ÉU\$5.000.000) est subordonné à la présentation, à la satisfaction de la Banque, en plus des conditions préalables stipulées à l'Article 3.01 des Normes Générales, des conditions suivantes :

- (i) la signature et l'entrée en vigueur d'un accord de gestion et de rétrocession entre le Ministère de l'Économie et des Finances et l'Organisme d'Exécution, avec l'accord préalable de la Banque, aux termes duquel le Bénéficiaire transfèrera les ressources de la Contribution à l'Organisme d'Exécution pour l'exécution du Programme ;
- (ii) l'entrée en vigueur du Manuel d'Opérations du Programme, avec l'accord préalable de la Banque ; et
- (iii) le recrutement d'un conseiller ou d'une firme conseil pour appuyer l'Organisme d'Exécution dans la gestion du Programme. .

CLAUSE 2.03 **Décaissements suivantes.** Une fois que les conditions établies dans la Clause 2.02, seront remplis les décaissements suivants des ressources du Financement se feront de la façon suivante :

(a) Les décaissements pour la Composante I s'effectueront en tranches sur demande de l'Organisme d'Exécution sous réserve de l'accord préalable de l'Agent Fiduciaire. Chaque tranche sera calculée de manière à couvrir le montant propre garanti par le Fonds à un moment donné plus 25% de marge de couverture pour faciliter les opérations. Un premier décaissement de ÉU\$5 millions sera effectué pour couvrir les premières opérations du Fonds.

(b) Les décaissements pour la Composante II s'effectueront sur demande de l'Organisme d'Exécution qui respectera le calendrier de paiement du consultant ou de la firme de conseil et d'autres coûts d'exploitation

CLAUSE 2.04 **Remboursement de dépenses imputables à la Contribution.** Le Bénéficiaire, avec l'assentiment de la Banque, pourra utiliser les ressources de la Contribution pour rembourser des dépenses effectuées ou pour financer les dépenses qui seront effectuées au titre du Programme à compter du 29 septembre 2010 et jusqu'à la date du présent Accord, pourvu qu'aient été remplies des conditions substantiellement analogues à celles fixées dans le présent Accord.

CLAUSE 2.05 **Délai du dernier décaissement.** Le délai pour le dernier décaissement des ressources de la Contribution sera de trente (30) mois, à partir de la date d'entrée en vigueur de cet Accord.

CHAPITRE III

Exécution du Programme

CLAUSE 3.01. Passation de marchés de travaux et biens. Les passations des marchés de travaux, biens et services connexes seront subordonnées aux dispositions établies dans le Document GN-2349-7 (Politiques de passation des marchés de travaux et biens financés par la Banque Interaméricaine de Développement) daté du mois de juillet 2006 (dispositions ci-après dénommées les « Politiques de Passation des Marchés »), et aux dispositions contenues dans le Document OP-387-1 « Dispositions spéciales de passation des marchés pour répondre à la situation d'urgence occasionnée par le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en République d'Haïti », que le Bénéficiaire et l'Organisme d'Exécution déclarent connaître, et de façon complémentaire, par les dispositions suivantes :

(a) Appel d'offres international : A partir d'un montant estimé égal ou supérieur à un million de dollars (ÉU\$1.000.000) pour les marchés de travaux, et à deux cent cinquante mille dollars (ÉU\$250.000) pour les marchés de biens et services connexes, les contrats seront adjugés conformément aux dispositions de la Section II des Politiques de Passation des Marchés et du Document OP-387-1.

(b) Autres méthodes des passations des marchés : Toutes les autres passations des marchés non comprises dans l'alinéa (a) ci-dessus, se feront conformément aux dispositions de la Section III des Politiques de Passation des Marchés et du Document OP-387-1.

(c) Information à mettre à la disposition de la Banque : L'Organisme d'Exécution s'engage : (i) à réaliser les passations des marchés de travaux, biens et services connexes conformément aux plans généraux, aux cahiers des charges, aux caractéristiques techniques, aux budgets et autres documents nécessaires à l'acquisition ou la construction, y compris les directives spécifiques et autres documents nécessaires à l'appel d'offres ; et (ii) dans le cas spécifique des ouvrages, à obtenir, avant l'initiation des travaux, la preuve qu'il détient la propriété légale, les servitudes ou autres droits nécessaires à la réalisation des travaux de construction prévus par le Programme.

(d) Examen des décisions concernant les passations de marchés :

(i) Planification des passations de marchés : Avant de lancer un appel d'offres pour l'octroi d'un contrat, l'Organisme d'Exécution doit présenter à l'examen et à l'approbation de la Banque, le Plan de Passation des Marchés proposé pour le Programme, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Appendice 1 des Politiques de Passation des Marchés. Ce plan devra être actualisé au moins annuellement pendant la période d'exécution du Programme et chaque version actualisée sera présentée à l'examen et à l'approbation de la Banque. Les passations des marchés des travaux et biens seront réalisées d'après le Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque et les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus indiquées.

(ii) Examen préalable : Les passations des marchés de travaux, biens et services connexes à effectuer pour ce Programme seront révisées par la Banque de

manière préalable (*ex ante*) d'après les dispositions établies dans les paragraphes 2 et 3 de l'Appendice 1 des Politiques de Passation des Marchés, sous réserve que la Banque et le Bénéficiaire en décident autrement.

CLAUSE 3.02. Entretien des travaux. (a) Le Bénéficiaire s'engage : (i) à ce que les ouvrages à réaliser dans le cadre de cet Accord soient entretenus convenablement, conformément à des normes techniques généralement acceptées ; et (ii) à présenter à la Banque, pendant les cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, et au cours du premier trimestre de chaque année civile, un rapport annuel d'entretien, conformément à l'alinéa (b) de cette Clause 3.02. S'il ressort des inspections effectuées par la Banque, ou des rapports qu'elle reçoit, que l'entretien n'est pas conforme aux niveaux convenus, le Bénéficiaire devra prendre les mesures nécessaires pour pallier totalement les insuffisances.

(b) Le rapport annuel d'entretien auquel fait référence l'alinéa (i) devra inclure : l'information générale qui comprend : (1) la structure organisationnelle et les responsabilités de l'entité en charge de l'entretien ; (2) la classification, le nombre et la distribution du personnel affecté aux dits travaux, de même que le type, le nombre, la distribution et les conditions d'opérations de l'équipement à entretenir ; et (3) les contrats d'entretien en cours, leur terme, leur couverture et leur stade d'exécution.

(c) Le premier rapport annuel d'entretien devra comprendre le plan correspondant à l'année fiscale suivant la date d'entrée en vigueur de cet Accord.

CLAUSE 3.03. Recrutement et sélection de services de conseil. Le recrutement de services de conseil sera subordonné aux dispositions établies dans le Document GN-2350-7 (Politiques pour la sélection et recrutement de consultants financés par la Banque Interaméricaine de Développement) daté du mois de juillet 2006 (dorénavant dénommé les « Politiques de Consultants »), et aux dispositions contenues dans le Document OP-387-1 « Dispositions spéciales de passation des marchés pour répondre à la situation d'urgence occasionnée par le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en République d'Haïti », que le Bénéficiaire et l'Organisme d'Exécution déclarent connaître, et de façon complémentaire, par les dispositions suivantes :

(a) Sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) : À moins que le Bénéficiaire et la Banque n'en conviennent autrement, la sélection et le recrutement de services de conseil seront effectués moyennant des contrats adjugés conformément aux dispositions de la Section II des Politiques de Consultants applicables à la sélection de consultants fondée sur la qualité et le coût, et du Document OP-387-1.

(b) Autres méthodes de sélection et recrutement de services de conseil : Les méthodes suivantes de sélection différentes de celle indiquée au paragraphe (a) antérieur, pourront être utilisées pour l'engagement de consultants qui, d'après la Banque, réunissent les conditions établies dans ces politiques pour son utilisation : (i) sélection fondée sur la qualité ; (ii) sélection dans le cadre d'un budget déterminé ; (iii) sélection "au moindre coût" ; (iv) sélection fondée sur les qualifications des consultants ; (v) sélection par entente directe ; (vi) pratiques commerciales ; (vii) sélection de catégories particulières ; et (viii) sélection des consultants individuels.

(c) Examen des décisions concernant les passations de marchés :

- (i) Planification de sélection et recrutement : Avant de lancer un appel à propositions, l'Organisme d'Exécution devra présenter à l'examen et approbation de la Banque, le Plan de Passation de Marchés proposé pour le Programme. Ce Plan devra inclure le coût estimé pour chaque contrat, les critères de sélection et les procédures qui seront applicables, conformément au paragraphe 1 de l'Appendice 1 des Politiques de Consultants. Ce Plan devra être actualisé annuellement, à moins que la Banque et le Bénéficiaire en décident autrement, pendant la période d'exécution du Programme, et chaque version actualisée sera présentée à l'examen et à l'approbation de la Banque. Les passations des marchés des services de consultants seront réalisées d'après le Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque et ses correspondantes actualisations.
- (ii) Examen préalable : Les passations de marchés de services de consultants à effectuer pour ce Programme seront révisées par la Banque de manière préalable (*ex ante*) d'après les dispositions établis dans les paragraphes 2 et 3 de l'Appendice 1 des Politiques de Consultants sous réserve que la Banque et le Bénéficiaire en décident autrement.

CLAUSE 3.04 Rapport d'évaluation *ex post*. A la requête de la Banque, le Bénéficiaire devra présenter à la Banque toutes les informations nécessaires pour préparer une éventuelle évaluation *ex post* du Programme, tirer des leçons pour des projets futurs, ou pour préparer un rapport d'achèvement de Programme.

CLAUSE 3.05 Condition spéciale d'exécution. Le Bénéficiaire s'engage à ce que l'Organisme d'Exécution exécute le Programme conformément à toutes les conditions réglementaires en la République d'Haïti en matière de l'environnement, du social, de la santé, de la sécurité et du travail, ainsi qu'à la politique environnementale et sociale de la Banque en tenant compte de la liste des activités exclues pour les opérations sans garantie souveraine de la Banque. L'Organisme d'Exécution devra fournir à la Banque un Plan d'Actions, acceptable en la forme et au fond, définissant les actions, les parties responsables, les dates et coûts pour l'implémentation d'un Système Interne de Management Environnemental et Social (ESMS), ainsi qu'un Plan d'Imprévus pour les événements d'urgence. Tout changement et actualisation de ces documents sera effectué après l'approbation écrite de la Banque et suivra les politiques et procédures de celle-ci.

CLAUSE 3.06 Manuel d'Opérations du Programme. Le Bénéficiaire s'engage à exécuter le Programme conformément à toutes les conditions de cet Accord et de règles opérationnelles du Programme convenues entre le Bénéficiaire et la Banque. En cas de changements aux dites règles, le Bénéficiaire s'engage à obtenir préalablement l'accord de la Banque. Si une disposition du Manuel d'Opérations n'est pas conforme aux termes et conditions de cet Accord, c'est l'Accord qui prévaut.

CHAPITRE IV

Registres, inspections, rapports et collaboration

CLAUSE 4.01. Registres, inspections et rapports. Le Bénéficiaire s'engage à : tenir les registres, permettre les inspections et présenter les rapports, maintenir un système d'information financière et un structure de contrôle interne acceptable par la Banque, auditer et présenter à la Banque les états financiers et autre rapports audités, conformément aux dispositions du Chapitre VII des Normes Générales.

CLAUSE 4.02. Supervision de l'exécution du Programme. (a) La Banque utilisera le plan d'exécution du projet « PEAP » auquel se réfère l'Article 3.01(c)(i) des Normes Générales comme un instrument de supervision de l'exécution du Programme. Ledit plan devra se baser sur le Plan de Passation des Marchés dont traitent les Clauses 3.01(d)(i) et 3.03(c)(i) des présentes Clauses Spéciales, et devra comprendre la planification complète du Programme, incluant également le chemin critique des actions qui devront être exécutées pour que les ressources de la Contribution soient décaissées dans le délai prévu dans la Clause 2.04 des présentes Clauses Spéciales.

(b) Le PEAP devra être actualisé lorsque nécessaire, en particulier lorsque se produiront des changements significatifs impliquant ou pouvant impliquer des retards dans l'exécution du Programme. Le Bénéficiaire devra informer la Banque des actualisations du PEAP, au plus tard lors de la présentation du rapport semestriel de progrès correspondant.

CLAUSE 4.03. États financiers. (a) Le Bénéficiaire s'engage à ce que, soient présentés, dans les cent vingt (120) jours suivant la clôture de chaque exercice économique de l'Organisme d'Exécution et dans le délai imparti pour les décaissements de la Contribution, les états financiers audités du Programme, dûment rapportés par une entreprise d'audit indépendante acceptable par la Banque. Le dernier desdits rapports sera présenté dans les cent vingt (120) jours suivant la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution.

(b) L'Unité d'Exécution décrit dans l'Annexe recrutera les services d'un auditeur externe avec l'accord de la Banque afin de réaliser l'audit du Programme. Le processus de sélection et de recrutement s'effectuera sur la base de termes de référence élaborés conjointement par l'Organisme d'Exécution et la Banque.. Les rapports audités seront soumis dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date d'échéance de chaque semestre d'exécution.

CHAPITRE V

Dispositions diverses

CLAUSE 5.01 Entrée en vigueur de l'Accord. Les parties conviennent que le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.

CLAUSE 5.02 **Achèvement de l'Accord.** Le décaissement de la Contribution mettra fin au présent Accord, sauf en ce qui concerne des obligations pour lesquelles les parties peuvent prévoir un délai supérieur.

CLAUSE 5.03 **Validité.** Les droits et obligations conférés par le présent Accord sont valides et exigibles, conformément à ses termes, indépendamment des lois d'un pays déterminé.

CLAUSE 5.04 **Communications.** Tous les avis, demandes, communications ou notifications que les parties doivent s'adresser en vertu du présent Accord seront présentés par écrit et seront considérés comme ayant été présentés au moment où le document correspondant sera remis à son destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous, à moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit.

Pour le Bénéficiaire :

Adresse postale :

Ministère de l'Économie et des Finances
Avenue Charles Summer # 5
Port-au-Prince, Haïti

Télécopie : N/A

Pour toutes questions concernant l'exécution du Programme :

Adresse postale :

Fonds de Développement Industriel
Rue François Impasse Burr # 3, Musseau

Port-au-Prince, Haïti

Télécopie : N/A

Pour la Banque :

Adresse postale :

Banque Interaméricaine de Développement
1300 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20577
Etats-Unis d'Amérique

Télécopie : (202) 623-3096

CHAPITRE VI

Arbitrage

CLAUSE 6.01 **Engagement en faveur de l'arbitrage.** Pour la résolution de tout différend qui pourrait résulter du présent Accord et qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties, celles-ci s'engagent à se soumettre de façon inconditionnelle et irrévocable à la procédure et à la sentence du Tribunal Arbitral visées au Chapitre IX des Normes Générales.

EN FOI DE QUOI, le Bénéficiaire et la Banque, agissant chacun par l'intermédiaire de leur représentant dûment habilité à cet effet, signent le présent Accord en deux exemplaires de même teneur à Washington, District de Columbia, États-Unis d'Amérique, à la date indiquée ci-dessus.

REPUBLIQUE D'HAÏTI

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE
DÉVELOPPEMENT

/s/ Ronald Baudin

/s/ Luis Alberto Moreno

Ronald Baudin
Ministre de l'Économie et des Finances

Luis Alberto Moreno
Président

DEUXIÈME PARTIE

NORMES GÉNÉRALES

CHAPITRE I

Application des Normes Générales

Article 1.01 Application des Normes Générales. Les présentes Normes Générales s'appliquent aux accords de financement non remboursables que la Banque Interaméricaine de Développement signe avec ses bénéficiaires, et leurs dispositions font partie intégrante du présent Accord.

CHAPITRE II

Définitions

Article 2.01 Définitions. Aux fins des engagements contractuels entre les parties, les définitions ci-après sont adoptées :

(a) Par « Accord » on entend l'ensemble des Clauses Spéciales, des Normes Générales et des Annexes de cet accord de financement non remboursable.

(b) Par « Avance de Fonds » on entend le montant de ressources avancées par la Banque au Bénéficiaire, provenant des ressources de la Contribution, pour couvrir les dépenses éligibles du Projet, conformément aux dispositions de l'Article 3.06 des présentes Normes Générales.

(c) Par « Banque » on entend la Banque Interaméricaine de Développement.

(d) Par « Bénéficiaire » on entend la partie à la disposition de laquelle on met la Contribution.

(e) Par « Contribution » on entend les fonds que la Banque accepte de mettre à la disposition du Bénéficiaire pour contribuer à la réalisation du Projet.

(f) Par « Clauses Spéciales » on entend l'ensemble des clauses qui composent la première partie de cet Accord et qui contiennent les éléments spécifiques à chaque opération.

(g) Par « Normes Générales » on entend l'ensemble des articles qui composent la deuxième partie du présent Accord et qui reflètent les politiques fondamentales de la Banque applicables uniformément à ses accords correspondants aux financements non remboursables.

(h) Par « Organisme Contractant » on entend l'entité avec la capacité juridique de signer le contrat pour la passation des marchés de biens et de travaux avec l'entrepreneur, le fournisseur, et la société de conseil ou le consultant, selon le cas.

(i) Par « Organisme(s) d'Exécution » on entend l'organisme (les organismes) chargé(s) d'exécuter le Projet, dans sa totalité ou en partie.

(j) Par « Période de Clôture » on entend le délai de quatre-vingt dix (90) jours à partir de la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution, pour finaliser les paiements restants dus aux tiers, présenter la justification finale des dépenses effectuées, rapprocher les registres et reverser à la Banque les ressources de la Contribution décaissées et non justifiées, conformément aux dispositions de l'Article 3.07 des présentes Normes générales.

(k) Par « Pratiques Interdites » on entend les actes définis à l'Article 5.02 (c) de ces Normes Générales.

(l) Par « Projet » on entend le Programme ou Projet pour lequel est accordée la Contribution.

CHAPITRE III

Normes relatives aux Décaissements

Article 3.01 Conditions Préalables au Premier Décaissement. Le premier décaissement de la Contribution est subordonné à la réalisation des conditions suivantes, à la satisfaction de la Banque :

(a) La Banque devra avoir reçu un ou plusieurs rapports juridiques circonstanciés qui établissent, en indiquant les dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires pertinentes, que les obligations contractées par le Bénéficiaire dans l'Accord, sont valables et exécutoires. Ces rapports devront en outre se référer à toutes les questions juridiques que la Banque estimera raisonnablement pertinentes.

(b) Le Bénéficiaire, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution éventuel, devra avoir désigné un ou plusieurs fonctionnaires pouvant le représenter dans tous les actes relatifs à l'exécution de l'Accord et il devra avoir fait parvenir à la Banque des copies authentifiées des signatures desdits représentants. Si deux ou plusieurs fonctionnaires sont désignés, le Bénéficiaire devra indiquer si ceux-ci peuvent agir séparément ou conjointement.

(c) Le Bénéficiaire, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution éventuel, devra avoir présenté à la Banque un rapport initial préparé selon les directives données par la Banque et qui en plus d'autres informations que la Banque pourrait raisonnablement demander conformément au présent Accord, devra comprendre : (i) un plan d'exécution du Projet, les plans, caractéristiques techniques et cahier des charges jugés nécessaires de l'avis de la Banque ; (ii) un calendrier d'exécution des travaux ; (iii) un état de l'origine et de l'utilisation des fonds comprenant un calendrier détaillé d'investissements, conforme aux catégories d'investissement figurant dans cet Accord, et l'indication des apports annuels nécessaires des

différentes sources de financement avec lesquelles le Projet sera financé ; et (iv) le format des rapports relatifs à l'exécution du Projet visés à l'Article 7.03 des présentes Normes Générales. Lorsque l'Accord prévoit l'autorisation de dépenses antérieures à sa signature ou à celle de la Résolution approuvant le financement non remboursable, le rapport initial devra inclure un état des investissements et, conformément aux objectifs du Projet, une description des travaux exécutés dans le cadre du Projet ou un état des crédits accordés, selon le cas, jusqu'à une date immédiatement antérieure à celle du rapport.

(d) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution aura démontré à la Banque qu'il possède un système d'information financière et une structure de contrôle interne appropriés pour remplir les objectifs indiqués dans le présent Contrat.

Article 3.02 Délai prévu pour que soient remplies les Conditions Préalables au Premier Décaissement. Si dans un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord ou d'un délai plus long convenu par écrit entre les Parties, les conditions préalables au premier décaissement stipulées à l'Article 3.01 des présentes Normes Générales et aux Clauses Spéciales, n'ont pas été remplies, la Banque pourra mettre fin au présent Accord en donnant notification au Bénéficiaire.

Article 3.03 Conditions de tout Décaissement. Avant que la Banque puisse effectuer chaque décaissement, il faudra : (a) que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution éventuel ait présenté par écrit, ou par l'intermédiaire de moyens électroniques, dont la forme et conditions ont été spécifiés par la Banque, une demande de décaissement et fourni à la Banque, à l'appui de ladite demande, les documents pertinents et autres pièces que celle-ci peut lui avoir demandées ; (b) que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution éventuel ait ouvert et maintienne ouvert un ou plusieurs comptes bancaires dans une institution financière dans laquelle la Banque fera les décaissements de la Contribution ; (c) sauf mention contraire de la Banque, que les demandes soient présentées au plus tard trente (30) jours avant la date d'expiration du délai de décaissement ou de la prorogation dudit délai, dont le Bénéficiaire et la Banque auront convenu par écrit; et (d) qu'aucune des circonstances décrites à l'Article 5.01 des présentes Normes Générales ne se soit présentée.

Article 3.04 Procédure de Décaissement. La Banque pourra procéder à des décaissements sur la Contribution : (a) en virant directement au Bénéficiaire les sommes auxquelles il a droit d'après cet Accord et conformément aux modalités de remboursement des dépenses et d'avance de fonds ; (b) en effectuant des paiements à des tiers au compte du Bénéficiaire ; et (c) par toute autre méthode dont les parties conviennent par écrit. Tous les frais bancaires au titre des décaissements sont à la charge du Bénéficiaire. A moins que les parties n'en conviennent autrement, les décaissements ne seront jamais inférieurs à la contre-valeur de cinquante mille dollars des États-Unis d'Amérique (ÉU\$50.000) chacun.

Article 3.05 Remboursement de frais. (a) À la charge de la Contribution et une fois réalisées les conditions prévues dans les Articles 3.01 et 3.03 des présentes Normes Générales et les conditions appropriées des Stipulations Spéciales, la Banque pourra effectuer le décaissement des ressources de la Contribution pour rembourser au Bénéficiaire ou à l'Organisme

d'Exécution, selon le cas, les dépenses effectuées dans l'exécution du Projet qui y sont éligibles, avec les ressources de la Contribution, conformément aux dispositions du présent Contrat.

(b) À moins d'un accord express entre les parties, les demandes de décaissement pour rembourser les frais engagés par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, en accord avec le point (a) précédent, devront être réalisées rapidement, à mesure que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution s'exposera aux dites dépenses ou, au plus tard, dans les soixante (60) jours suivants la clôture de chaque Semestre ou dans tout autre délai accepté par les parties.

Article 3.06. Avance de fonds. (a) À la charge de la Contribution et une fois réalisées les conditions prévues dans les Articles 3.01 et 3.03 des présentes Normes Générales et les conditions appropriées des Clauses Spéciales, la Banque pourra effectuer des décaissements des ressources de la Contribution afin d'avancer des ressources au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas, afin de couvrir les dépenses éligibles pour l'exécution du Projet, conformément aux dispositions du présent Contrat.

(b) Le montant maximum de chaque avance de fonds sera fixé par la Banque à partir des besoins de liquidité du Projet pour couvrir les prévisions périodiques de dépenses, conformément au point (a) précédent. En aucun cas le montant maximum d'une avance de fonds ne pourra excéder la somme requise pour le financement desdites dépenses, pendant une période maximum de six (6) mois, en conformité avec le calendrier détaillé d'investissements, le flux de ressources requis à ces fins et la capacité démontrée du Bénéficiaire ou Organisme d'Exécution, selon le cas, pour utiliser les ressources de la Contribution.

(c) La Banque pourra : (i) augmenter le montant maximum de l'avance de fonds en vigueur lorsque apparaîtront des besoins immédiats de liquidité si elle les juge mérités, et si elle reçoit une sollicitation justifiée et un état des dépenses programmées pour l'exécution du Projet correspondant à la période d'avance de fonds en vigueur ; ou (ii) effectuer une nouvelle avance de fonds en se basant sur le point (b) précédent, lorsqu'auront été justifiés, au minimum, quatre-vingt pour cent (80%) du total des fonds décaissés pour le concept d'avance. La Banque pourra réaliser toute action parmi les actions antérieures citées, dès lors que seront remplies les conditions de l'Article 3.03 des présentes Normes Générales et les conditions des Clauses Spéciales.

(d) La Banque pourra également réduire ou annuler le solde total accumulé de ou des avance(s) de fonds, si elle détermine que les ressources décaissées de la Contribution n'ont pas été utilisées ou justifiées en bonne et due forme et en temps voulu à la Banque, conformément aux dispositions prévues dans le présent Contrat.

Article 3.07. Période de Clôture. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra : (a) présenter, à la satisfaction de la Banque, dans un délai de quatre-vingt dix (90) jours à compter de la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution, les documents justificatifs pour les dépenses effectuées à la charge du Projet et toutes les autres informations que la Banque pourrait demander ; et (b) retourner à la Banque, au plus tard le dernier jour de l'échéance de la Période de Clôture, le solde sans justifier des ressources décaissées de la

Contribution. Dans le cas où les services d'audit se financent à la charge des ressources de la Contribution et que lesdits services ne sont ni terminés ni payés avant l'échéance de la Période de Clôture à laquelle se réfère le point (a) précédent, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra informer et se mettre d'accord avec la Banque sur la façon de réaliser le paiement desdits services, et retourner les ressources de la Contribution destinées à cette fin, dans le cas où la Banque ne reçoit pas les états financiers et autres rapports audités dans les délais prévus par le présent Contrat.

CHAPITRE IV

Taux de change

Article 4.01 Taux de change. (a) Décaissements : (i) La contre-valeur en dollars d'autres monnaies de change dans lesquelles pourraient se faire les décaissements de la Contribution sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date du décaissement ; et (ii) dans les cas d'accords régionaux, la contre-valeur en dollars de la monnaie locale ou d'autres monnaies dans lesquelles pourraient se faire le décaissement, sera calculée en appliquant, à la date du décaissement, le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le Pays concerné aux fins de maintenir la valeur de cette monnaie ou d'autres monnaies détenues par la Banque.

(b) Dépenses effectuées: (i) La contre-valeur en dollars d'une dépense effectuée en monnaie de change sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date où s'est effectué le paiement de ladite dépense ; et (ii) dans le cas de programmes régionaux, la contre-valeur en dollars d'une dépense effectuée en monnaie locale, ou en d'autres monnaies, sera calculée en appliquant, à la date à laquelle s'est effectué le paiement de ladite dépense, le taux de change prévu dans l'accord en vigueur entre la Banque et le pays concerné aux fins de maintenir la valeur de cette monnaie détenue par la Banque. Aux fins des points (i) et (ii) ci-dessus, il demeure entendu que la date de paiement de la dépense est celle à laquelle le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution, ou toute autre personne physique ou morale habilitée à régler les dépenses, effectue le paiement en question au consultant, contractuel ou fournisseur.

Article 4.02 Renonciation à une partie de la Contribution. Le Bénéficiaire peut renoncer par notification écrite envoyée à la Banque à son droit d'utiliser toute partie de la Contribution qui n'a pas été décaissée avant la réception de cette notification, à condition que ladite partie ne réponde à aucune des circonstances prévues à l'Article 5.03 des présentes Normes Générales.

Article 4.03 Annulation Automatique d'une partie de la Contribution. A moins que la Banque ne convienne expressément et par écrit avec le Bénéficiaire de proroger les délais de décaissement, la partie de la Contribution qui n'aura pas été engagée ou décaissée, suivant le cas, dans le délai prévu, sera automatiquement annulée.

CHAPITRE V

Suspension des Décaissements et Echéance Anticipée

Article 5.01 Suspension des Décaissements. La Banque peut, par notification écrite au Bénéficiaire, suspendre les décaissements si l'une des circonstances suivantes se produit et tant qu'elle subsistera :

(a) Le retard dans le paiement des sommes que le Bénéficiaire doit à la Banque au titre du principal, des commissions, des intérêts, du remboursement d'avances, ou à tout autre titre de tout autre accord ou contrat de prêt conclu entre la Banque et le Bénéficiaire.

(b) La non-exécution par le Bénéficiaire de quelconque des autres obligations stipulées dans le ou les contrat(s) ou accord(s) conclu(s) avec la Banque pour financer le Projet.

(c) Le retrait ou la suspension, comme membre de la Banque, du pays où le Projet doit être exécuté.

(d) Quand le Projet ou les objectifs de la Contribution risquent de souffrir : (i) de toute restriction, modification ou amendement de la capacité légale, des fonctions ou du patrimoine du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution ; ou ii) de toute modification ou amendement apporté sans l'accord écrit de la Banque, aux conditions de base remplies avant l'approbation par la Banque du financement non remboursable ou la signature de l'Accord. En pareil cas, la Banque a le droit de solliciter des informations justifiées et détaillées du Bénéficiaire et de l'Organisme d'Exécution. Après avoir entendu le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution et examiné les informations et les explications fournies, ou au cas où le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ne répondrait pas, la Banque pourra suspendre les décaissements si elle juge que les changements apportés affectent de façon substantielle et défavorable le Projet ou rendent son exécution impossible.

(e) Lorsque le Bénéficiaire n'est pas un État membre, toute circonstance extraordinaire qui, de l'avis de la Banque, rend improbable la possibilité que le Bénéficiaire s'acquitte des obligations contractées dans l'Accord ou qu'il puisse atteindre les objectifs pour lesquels il fut conclu.

(f) Lorsqu'il y a suffisamment de preuve pour confirmer une constatation qu'un employé, agent, ou représentant du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant a commis une Pratique Interdite lors d'une soumission d'offres, la négociation d'un contrat, ou l'exécution d'un contrat.

Article 5.02 Résiliation, Echéance Anticipée ou Annulation partielles de montants non décaissés. (a) La Banque pourra mettre fin à l'Accord pour la partie de la Contribution qui n'aura pas encore été décaissée : (i) si l'une des situations décrites dans les alinéas (a), (b) et (c) de l'Article 5.01 ci-dessus se prolonge plus de soixante (60) jours ; ou (ii) si l'information dont fait référence l'alinéa (d), ou les déclarations ou informations supplémentaires fournies par le

Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, n'ont pas été satisfaisantes.

(b) La Banque pourra annuler la partie non décaissée de la Contribution destinée à l'acquisition de certains biens, travaux, services connexes ou de services de conseil, ou, au cas où la Contribution aurait déjà été décaissée, déclarer échue et payable la partie correspondante de celui-ci si, à un moment quelconque, elle détermine : (i) que cette acquisition ou ces activités ont été effectuées sans respecter les procédures prévues à l'Accord ; ou (ii) que les représentants du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant se sont livrés à des Pratiques Interdites, que ce soit pendant la procédure de sélection du contractant, fournisseur, ou consultant, ou pendant la période de négociation ou d'exécution du contrat concerné, sans que, pour remédier à la situation, le Bénéficiaire ait pris, en temps opportun, des mesures appropriées, acceptables par la Banque et conformes aux garanties juridiques prévues par la législation du pays du Bénéficiaire.

(c) Aux fins de l'alinéa précédent, les diverses activités qui constituent des Pratiques Interdites sont définies comme suit : (i) l'*acte de corruption* se définit comme le fait d'offrir, de donner, de recevoir ou de solliciter directement ou indirectement quelque chose de valeur afin d'influencer sur les actes d'une autre partie ; (ii) la *fraude* est un acte ou une omission, y compris une distorsion, qui, de façon délibéré ou par négligence grave, induit en erreur ou cherche à induire en erreur une partie afin de se procurer un avantage financier ou autre ou de se soustraire à une obligation ; (iii) la *coercition* consiste à porter atteinte ou à nuire, ou à menacer de porter atteinte ou de nuire directement ou indirectement à une partie ou à un bien d'une partie afin d'influencer sur les actes de ladite partie ; (iv) la *collusion* est une entente entre deux parties ou plus conçue dans un but inapproprié, y compris influencer de façon inapproprié sur les actes d'une autre partie ; et (v) la *pratique obstructive* signifie (a) détruire, falsifier, modifier ou dissimuler délibérément des éléments de preuve significatifs pour l'enquête, ou faire de fausses déclarations aux enquêteurs de façon à empêcher matériellement une enquête de la Banque en allégation de pratiques de corruption, frauduleuses, coercitives ou collusives ; et/ou menacer, harceler ou intimider tout tiers pour l'empêcher de révéler des informations en relation avec ou pouvant permettre le déroulement de l'enquête, ou (b) des actes réalisés avec l'intention de gêner matériellement l'exercice des droits contractuels de la Banque à auditer ou accéder à l'information.

(d) Si la Banque, conformément à ses procédures administratives ou aux procédures établies entre la Banque et les autres institutions financières internationales pour la reconnaissance mutuelle des décisions sur les sanctions prévues en cas de Pratiques Interdites, apporte la preuve qu'une entreprise, une entité ou une personne soumissionnant pour un projet financé par la Banque ou participant à un tel projet, y compris, entre autres, les emprunteurs, les soumissionnaires, les fournisseurs, les entrepreneurs, les sous-traitants, les concessionnaires, les candidats, les consultants, les Organismes d'Exécution et les Organismes Contractants (incluant leurs dirigeants, employés et agents respectifs) ont commis une Pratique Interdite, la Banque peut :

- (i) décider de ne pas financer une proposition d'attribuer un marché ou un contrat pour la fourniture de biens, de travaux et de services de conseil financés par la Banque ;

- (ii) suspendre le décaissement de la Contribution tel que décrit à l'Article 5.01(e) ci-dessus s'il est établi à un moment quelconque que les preuves sont suffisantes pour confirmer qu'un employé, un agent, ou un représentant du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant a commis une Pratique Interdite ;
 - (iii) annuler la fraction de la Contribution allouée à un marché tel que décrit à l'Article 5.02 (b) ci-dessus, lorsqu'il est prouvé que le représentant du Bénéficiaire n'a pas pris les mesures correctives nécessaires dans un délai jugé raisonnable par la Banque, et conformément aux garanties de procédure régulière prévues par la législation du pays du Bénéficiaire ;
 - (iv) prononcer une réprimande sous la forme d'une lettre officielle désavouant le comportement de l'entreprise, de l'entité ou de la personne ;
 - (v) déclarer qu'une personne, une entité ou une entreprise est exclue, définitivement ou pour une période déterminée, de l'attribution de marchés dans le cadre de projets financés par la Banque, sauf dans des conditions que la Banque jugera appropriées ;
 - (vi) déférer l'affaire aux autorités chargées de veiller au respect de la loi ; et/ou
 - (vii) imposer d'autres sanctions qu'elle juge appropriées selon les circonstances, y compris des amendes correspondant au remboursement des frais engagés par la Banque pour les enquêtes et les procédures. De telles sanctions peuvent être imposées en sus ou au lieu d'autres sanctions.
- (e) L'imposition par la Banque de toute sanction mentionnée ci-dessus peut être rendue publique.

Article 5.03 Obligations non affectées. Nonobstant les dispositions des articles 5.01 et 5.02 ci-dessus, aucune des mesures prévues dans le présent Chapitre n'affectera le décaissement par la Banque : (a) des montants soumis à la garantie d'une lettre de crédit irrévocable ; et (b) des montants que la Banque s'est engagée spécifiquement par écrit avec le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant éventuel à fournir sur les ressources de la Contribution pour payer un fournisseur de biens et services ou de services de conseil. La Banque pourra considérer comme nul et non avenu l'engagement mentionné à l'alinéa (b) s'il est établi à la satisfaction de la Banque qu'une ou plusieurs des Pratiques Interdites ont été commises relativement à la négociation ou à l'exécution d'un contrat portant sur l'acquisition de travaux, de biens et de services ou de services de conseil.

Article 5.04 Non-renonciation aux Droits. Ni le retard accusé par la Banque dans l'exercice des droits accordés au titre du présent Accord, ni le non-exercice de ces droits ne pourront être interprétés comme une renonciation par la Banque auxdits droits ni comme une acceptation des circonstances qui, si elles s'étaient réalisées, l'auraient habilitée à les exercer.

Article 5.05 Dispositions Non Affectées. L'application des mesures établies dans le présent Chapitre n'affectera pas les obligations du Bénéficiaire établies dans cet Accord, lesquelles conserveront leur plein effet.

CHAPITRE VI

Exécution du Projet

Article 6.01 Dispositions Générales relatives à l'Exécution du Projet. (a) Le Bénéficiaire s'engage à ce que le Projet soit exécuté avec la diligence voulue et conformément aux normes financières et techniques et selon les plans, caractéristiques techniques, cahier des charges, calendriers d'investissements, budgets, règlements et autres documents que la Banque a approuvés. Il s'engage également à ce que toutes les obligations qui lui incombent soient honorées à la satisfaction de la Banque.

(b) Toute modification importante apportée aux plans, caractéristiques techniques, cahier des charges, calendriers d'investissements, budgets, règlements et autres documents que la Banque a approuvés, ainsi que tout changement de fond du contrat ou des contrats de biens ou de services financés sur les ressources destinées à l'exécution du Projet ou toute modification apportée aux catégories d'investissement exigent le consentement écrit de la Banque.

Article 6.02 Prix des Appels d'Offre. Les contrats d'exécution de travaux, d'achat de biens et de prestation de services aux fins du Projet se feront à un coût raisonnable qui sera généralement le prix le plus bas du marché, compte tenu de facteurs de qualité, d'efficacité et de tout autre facteur pertinent.

Article 6.03 Utilisation des Biens. Sauf autorisation expresse de la Banque, les biens acquis au moyen des ressources de la Contribution devront être consacrés exclusivement aux fins du Projet. Une fois l'exécution du Projet achevée, les machines et matériels de construction utilisés pour ladite exécution pourront être employés à d'autres fins.

Article 6.04 Ressources Additionnelles. (a) Le Bénéficiaire devra fournir en temps opportun toutes les ressources additionnelles à celles de la Contribution qui seront nécessaires à l'exécution complète et ininterrompue du Projet. Si pendant le processus de décaissement de la Contribution, il se produit une hausse du coût estimatif du Projet, la Banque pourra exiger la modification du calendrier d'investissements visé à l'alinéa (c) de l'Article 3.01 des présentes Normes Générales, pour que le Bénéficiaire puisse faire face à ladite hausse.

(b) Dans les soixante (60) premiers jours de chaque année civile d'exécution du Projet, le Bénéficiaire devra prouver à la Banque qu'il disposera en temps opportun des ressources nécessaires pour apporter la contribution locale au Projet au cours de l'année en question.

CHAPITRE VII

Système d'Information Financière et Contrôle Interne, Inspections, Rapports et Audit Externe

Article 7.01 Système d'Information Financière et Contrôle Interne. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, devra entretenir : (i) un système d'information financière acceptable pour la Banque qui permette le registre comptable, budgétaire et financier, et l'émission d'états financiers et autres rapports liés aux ressources de la Contribution et d'autres sources de la Contribution, le cas échéant ; et (ii) une structure de contrôle interne qui permette la gestion effective du Projet, garantisse la fiabilité de l'information financière, des registres et des archives physiques, numériques et électroniques, et permette la réalisation des dispositions prévues dans le présent Contrat.

(b) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, s'engage à conserver les registres originaux du Projet pour une période minimum de trois (3) ans après la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution, de telle sorte que lesdits registres : (i) permettent l'identification des sommes reçues de la part des différentes sources ; (ii) consignent, conformément au système d'information financière approuvé par la Banque, les investissements dans le Projet, aussi bien avec les ressources de la Contribution qu'avec les autres fonds apportés pour son exécution totale ; (iii) incluent les détails nécessaires pour identifier les oeuvres réalisées, les biens acquis et les services contractés, ainsi que l'utilisation desdites oeuvres, biens et services ; (iv) mettent en évidence la conformité dans la réception, l'autorisation et le paiement de l'oeuvre, bien ou service acquis ou contracté ; (v) incluent la documentation liée au processus d'acquisition, d'emploi et d'exécution des contrats financés par la Banque et d'autres sources de financement, ce qui comprend sans être limité à : les appels d'offres, les offres groupées, les résumés, les évaluations des offres, les contrats, la correspondance, les produits et projets de travail, les factures, certificats et rapports de réception, les reçus y compris les documents liés au paiement de commissions, et les paiements aux représentants, consultants et contractants ; et (vi) démontrent le coût des investissements dans chaque catégorie et les progrès physiques et financiers des oeuvres, biens et services. Lorsqu'il s'agira de programmes de crédit, les registres devront préciser, en outre, les crédits alloués, les recouvrements effectués et l'utilisation de ceux-ci.

Article 7.02 Inspections. (a) La Banque pourra établir les procédures d'inspection qu'elle estime nécessaires pour garantir le déroulement satisfaisant du Projet.

(b) Le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution et l'Organisme Contractant devront autoriser la Banque à inspecter à tout moment le Projet, l'équipement et le matériel et à examiner les registres et documents que la Banque juge utiles de connaître. Le personnel que la Banque enverra ou désignera comme enquêteur, agent, auditeur ou expert à cette fin devra pouvoir compter sur la totale collaboration des autorités concernées. Tous les coûts relatifs au transport, aux salaires et autres frais de ce personnel seront à la charge de la Banque.

(c) A la demande d'un représentant autorisé par la Banque, le Bénéficiaire l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, fournira à la Banque tout

document, y compris les documents relatifs à la passation des marchés de biens. De plus, le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant devra, dans un délai jugé raisonnable, mettre leur personnel à la disposition de la Banque afin de répondre aux questions posées par le personnel de la Banque aux fins de procéder à l'examen et à l'audit des documents sus-mentionnés. Le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution, ou l'Organisme Contractant, selon le cas, devra fournir les documents dans un délai jugé raisonnable ou présenter un affidavit incluant les raisons pour lesquelles un document n'est pas disponible ou ne sera pas fourni à la Banque.

(d) Si le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, ne se conforme pas à la demande de la Banque ou fait de quelque autre manière obstruction à une enquête de la Banque, la Banque, à sa seule discrétion, peut prendre toute mesure appropriée contre le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution, ou l'Organisme Contractant, selon le cas.

Article 7.03 Rapports. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, présentera à la Banque les rapports relatifs à l'exécution du Projet, dans les soixante (60) jours qui suivent la fin de chaque semestre ou dans tout autre délai convenu entre les parties, préparés conformément aux normes fixées à cet égard en accord avec la Banque ; et les autres rapports que la Banque peut raisonnablement demander en ce qui concerne l'investissement des sommes octroyées, l'utilisation des biens acquis au moyen desdites sommes et le déroulement du Projet.

Article 7.04 Audit Externe. (a) Le Bénéficiaire s'engage à présenter lui-même ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution à la Banque, dans les délais impartis, pendant la période et à la fréquence précisés dans les Clauses Spéciales du présent Contrat, les états financiers et autres rapports, et l'information financière supplémentaire que la Banque lui demandera, conformément aux normes et principes de comptabilité acceptés par la Banque.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à ce que les états financiers et autres rapports précisés dans les Clauses Spéciales du présent Contrat soient audités par des auditeurs indépendants acceptés par la Banque, conformément aux normes et principes d'audit acceptés par la Banque, et s'engage également à présenter, à la demande de la Banque, l'information sur les auditeurs indépendants contractés que celle-ci lui demandera.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à sélectionner et à contracter, lui-même ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, les auditeurs indépendants nécessaires pour la présentation en temps voulu des états financiers et autres rapports mentionnés dans le point (b) précédent, au plus tard quatre (4) mois avant la clôture de chaque exercice économique du Bénéficiaire, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Contrat, ou dans tout autre délai que les parties auront décidé, conformément aux procédures et aux termes de référence précédemment acceptés par la Banque. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra autoriser les auditeurs à fournir à la Banque l'information supplémentaire que celle-ci peut raisonnablement solliciter, en rapport avec les états financiers et autres rapports audités.

(d) Dans les cas où l'audit est à la charge d'un organisme officiel de contrôle et que celui-ci ne puisse effectuer son travail dans des conditions satisfaisantes pour la Banque, ou dans les délais impartis, dans la période et à la fréquence précisées dans le présent Contrat, le

Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, sélectionnera et contractera les services d'auditeurs indépendants acceptables par la Banque, conformément aux dispositions indiquées dans le point (c) précédent.

(e) Sans préjudice des dispositions énoncées dans les points précédents, la Banque, de façon exceptionnelle et par l'intermédiaire d'un accord entre les parties, pourra sélectionner et contracter les services d'auditeurs indépendants pour la préparation des états financiers et autres rapports audités prévus dans le présent Contrat, lorsque : (i) la Banque gagne un avantage à sélectionner et à contracter lesdits services ; ou (ii) les services d'entreprises privées et comptables publiques indépendantes qualifiées dans le pays sont limités ; ou (iii) il existe des circonstances spéciales qui justifient que la Banque sélectionne et contracte lesdits services.

(f) La Banque se réserve le droit de demander au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas, la réalisation d'un autre type d'audit externe ou de travaux liés à l'audit de projets, de l'Organisme d'Exécution et d'entités qui y sont liées, du système d'information financière et des comptes bancaires du Projet, entre autres. La nature, fréquence, portée, opportunité, méthodologie, le type de normes d'audit applicables, les rapports, procédures de sélection et termes de référence seront établis d'un commun accord entre les parties.

CHAPITRE VIII

Dispositions concernant les Charges et Exonérations

Article 8.01 Impôts. Le Bénéficiaire s'engage à assumer la charge de tout impôt, taxe ou droit applicable à la conclusion, à l'inscription ou à l'exécution du présent Accord.

CHAPITRE IX

Procédure d'Arbitrage

Article 9.01 Composition du Tribunal. Le Tribunal arbitral sera composé de trois membres qui seront désignés de la manière suivante: un membre par la Banque, un autre par le Bénéficiaire et un troisième, ci-après dénommé le «Tiers-arbitre», par accord direct entre les parties ou par l'intermédiaire des arbitres respectifs. Si les parties ou les arbitres ne se mettent pas d'accord sur la personne du Tiers-arbitre, ou si l'une des parties ne peut désigner d'arbitre, le Tiers-arbitre sera désigné à la demande de n'importe laquelle des parties par le Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains. Si l'une des parties ne désigne pas d'arbitre, celui-ci sera désigné par le Tiers-arbitre. Si l'un des arbitres désignés ou si le Tiers-arbitre ne veut pas ou ne peut pas s'acquitter ou continuer de s'acquitter de ses fonctions, il sera remplacé de la même façon que pour la désignation initiale. Le successeur remplira les mêmes fonctions et attributions que son prédécesseur.

Article 9.02 Engagement de la Procédure. Pour soumettre le différend à la procédure d'arbitrage, la partie requérante adressera à l'autre une communication écrite exposant la nature de la réclamation, la satisfaction ou la réparation exigée et le nom de l'arbitre qu'elle désigne. La

partie qui aura reçu cette communication devra, dans un délai de quarante cinq (45) jours, communiquer à la partie adverse le nom de la personne qu'elle désigne comme arbitre. Si, dans un délai de trente (30) jours à compter de la remise de la communication au requérant, les parties ne se sont pas mises d'accord sur la personne du Tiers-arbitre, n'importe laquelle d'entre elles pourra recourir au Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains pour que celui-ci effectue la désignation.

Article 9.03 Convocation du Tribunal. Le Tribunal arbitral sera convoqué à Washington, District de Columbia, États-Unis d'Amérique, à la date que choisit le Tiers-arbitre, et, une fois convoqué, il se réunira aux dates que déterminera le Tribunal lui-même.

Article 9.04 Procédure. (a) Le Tribunal sera compétent pour connaître uniquement des points du différend. Il adoptera sa propre procédure et pourra de sa propre initiative, désigner les experts qu'il estime nécessaires. Dans tous les cas, il devra donner aux parties l'occasion de présenter leurs points de vue oralement.

(b) Le Tribunal jugera en équité, en se fondant sur les termes de l'Accord, et prononcera sa sentence même dans le cas où l'une des parties manquerait à son devoir de comparution ou de déposition.

(c) La sentence sera rendue par écrit et décidée par vote concordant de deux membres au moins du Tribunal; elle devra être rendue dans un délai approximatif de soixante (60) jours à compter de la date de la nomination du Tiers-arbitre, à moins que le Tribunal ne décide que pour des circonstances spéciales et imprévues ce délai devrait être prorogé. La sentence sera notifiée aux parties par communication signée par deux membres au moins du Tribunal et devra être exécutée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la notification. La sentence sera définitive et ne sera susceptible d'aucun appel.

Article 9.05 Frais. Les honoraires de chaque arbitre seront versés par la partie qui l'aura désigné et les honoraires du Tiers-arbitre seront pris en charge par les deux parties à part égale. Avant que le Tribunal ne se réunisse, les parties détermineront les honoraires des autres personnes qui, d'un commun accord, seront invitées à intervenir dans la procédure d'arbitrage. Si l'accord ne se produit pas en temps opportun, le Tribunal fixera lui-même la rémunération qui serait raisonnable pour de telles personnes, compte tenu des circonstances. Chaque partie s'acquittera de ses propres frais au titre de la procédure, mais les frais du Tribunal seront pris en charge par les parties à part égale. Tout doute concernant la répartition des frais ou les modalités de paiement sera tranché par le Tribunal sans recours possible.

Article 9.06 Notifications. Toute notification relative à l'arbitrage ou à la sentence se fera sous la forme prévue dans le présent Accord. Les parties renoncent à toute autre forme de notification.

ANNEXE**LE PROGRAMME****PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UN FONDS DE GARANTIE PARTIELLE DE CREDIT
POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES****I. Objectif**

- 1.01** L'objectif du Programme est de contribuer à la réhabilitation du secteur productif haïtien qui a été affecté par le tremblement de terre, en particulier des entreprises qui sont encore viables. L'objectif pourra être atteint grâce à la création d'un fonds de garantie partielle de crédit qui permettra à ces entreprises de restructurer les prêts bancaires qu'elles ne peuvent pas acquitter en ce moment, et pour éviter leur mise en liquidation en leur facilitant l'accès continu au financement pour leur reconstruction et leur fonctionnement.

II. Description

- 2.01** Pour atteindre l'objectif décrit ci-dessus, le Programme comporte deux composantes : (i) Financement de garanties partielles de crédit « FGC » ; et (ii) Assistance Technique à l'Organisme d'Exécution.

Composante 1 – Financement de garanties partielles de crédit « FGC »

- 2.02** La première composante fournira des ressources au Fonds pour lui permettre d'octroyer des garanties partielles de crédit « FGC » pour les prêts éligibles. Il contiendra deux sous-composantes :
- a. Sous-composante I.a: Emission de garanties pour restructurer les petits prêts éligibles. Les petits prêts sont ceux qui sont moins de EU\$1 million de dollars.
 - b. Sous-composante I.b: Emission de garanties pour restructurer de plus grands prêts éligibles (prêts de plus de EUS\$ 1 million de dollars).

Composante 2 – Assistance Technique à l'Organisme d'Exécution

- 2.03** La seconde composante apportera une assistance technique à l'Organisme d'Exécution « OE » en vue de renforcer sa capacité institutionnelle d'exécuter le Programme. Cette assistance consistera à recruter un consultant individuel ou une firme de consultants qui aidera l'Organisme d'Exécution à ajuster ses procédures de fonctionnement, ses systèmes et sa structure organisationnelle afin d'assurer une administration appropriée du Programme et un transfert de connaissances. Cette composante financera aussi les coûts de vérification, les consultations

techniques et toute autre dépense nécessaire aux opérations du Fonds y compris une étude d'impact à la fin du Programme.

III. Budget

- 3.01** Le coût total du Programme s'élève jusqu'à quatre-vingt quinze millions dollars (ÉU\$95.000.000), dont la ventilation par catégories d'investissement et sources de financement est la suivante :

Tableau
Coûts et Financement du Programme par Source
(en millions de ÉU\$)

COMPOSANTES	Banque	Cofinancement et financement parallèle	TOTAL
Composante I	19	75	94
Sous-composante I.a	19	15	34
Sous-composante I.b	0	60	60
Composante II	1	0	1
Total	20	75	95

IV. Exécution

1. Execution et administration

- 4.01** Le Bénéficiaire du Programme sera la République d'Haïti et l'Organisme d'Exécution sera le Fonds de Développement Industriel « FDI ». Les ressources du Programme seront transférées à l'Organisme d'Exécution en vertu d'un accord de gestion et rétrocession signé entre le Ministère de l'Economie et des Finances et le Fonds de Développement Industriel.
- 4.02** Les responsabilités de l'institution financière intermédiaire et de l'Organisme d'Exécution seront, entre autres, de : (i) revoir la documentation du portefeuille des prêts devant être garantis ; (ii) approuver l'octroi de garanties partielles de crédit et de soumettre l'information à l'Agent Fiduciaire (décrit ci-dessous) ; (iii) recouvrer le paiement des frais auprès des institutions financières intermédiaires participantes ; (iv) vérifier l'éligibilité du prêt, le respect de toutes les conditions de la garantie et le paiement de tous les frais de garantie à date ; et (v) remplir toute autre fonction jugée nécessaire au bon fonctionnement du Fonds.
- 4.03** Un consultant individuel ou une firme de consultants sera recrutée avec les ressources du Programme pour aider l'Organisme d'Exécution à s'acquitter convenablement de ses tâches et pour assurer le transfert de connaissances. Le recrutement du consultant individuel ou de la firme de consultants sera une condition préalable au premier décaissement de la composante correspondante.
- 4.04** Par ailleurs, les bailleurs de fonds recruteront un Agent Fiduciaire responsable de contrôler les activités du Programme et de : (i) contrôler les garanties émises par le Fonds ; (ii) superviser la gestion du Fonds ; (iii) s'assurer de la bonne utilisation des ressources du Programme conformément à ses lignes directrices et

à ses procédures ; (iv) faire une analyse ex-post des portefeuilles au moyen d'un échantillonnage et de visites auprès des institutions financières intermédiaires et des emprunteurs afin de déterminer si les banques ont inclus des prêts non-viables ou des prêts qui ne satisfont pas aux normes de protection de l'environnement ; (v) autoriser le paiement des garanties ; y (vi) remplir toute autre fonction jugée nécessaire au bon fonctionnement du Fonds.

4.05 Les responsabilités de l'Organisme d'Exécution et de l'Agent Fiduciaire seront ajustées et mises à jour dans les règles de fonctionnement afin de faciliter l'exécution du Programme et de réduire ses risques.

4.06 Règles de Fonctionnement. Chaque composante et sous-composante du Programme aura ses propres règles de fonctionnement qui : (i) sont compatibles avec les règles et politiques de la BRH et de la BID ; et (ii) reflètent les détails de fonctionnement du Programme.

4.07 Les institutions financières intermédiaires seront entièrement responsables de : (i) évaluer la viabilité des prêts devant être restructurés ou des nouveaux prêts devant être garantis conformément aux règles de fonctionnement ; (ii) s'assurer que les prêts inclus dans le portefeuille de prêts garantis sont éligibles et conformes aux règles de fonctionnement ; (iii) payer les frais au moment opportun ; et (iv) toutes autres responsabilités établies dans les règles de fonctionnement.

2. Fonctionnement du Fonds

4.08 Le Fonds sera créé par décision administrative de la BRH. Il s'agira d'une structure composée de deux comptes de cofinancement séparés. Le compte passif contiendra des garanties émises et le compte actif contiendra l'argent décaissé par le Programme pour soutenir les garanties. Les ressources du Fonds seront investies selon les lignes directrices de placement de la BRH et les revenus générées seront intégralement capitalisées.

4.09 Bénéficiaires éligibles. Les emprunteurs doivent être viables c'est-à-dire avoir la capacité de rembourser les prêts restructurés. Tous les secteurs seront éligibles pour participer au Programme. D'autres critères d'éligibilité des emprunteurs seront établis dans les règles de fonctionnement.

4.10 Prêts éligibles. Tous les prêts viables qui ont été affectés par le tremblement de terre moyennant qu'ils soient restructurés conformément aux lignes directrices de la BRH. Les montants éligibles incluent le nouveau financement additionnel, à hauteur de 50% du prêt initial, requis pour les opérations de restructuration.

4.11 Les fonds du Programme ne peuvent pas être utilisés pour garantir des prêts visant à financer: (i) des paiements de dividende ou de recouvrement du capital investi; (ii) l'achat d'actions, d'obligations ou d'autres biens meubles ; (iii) des projets qui

ne répondent pas aux normes environnementales fixées dans la législation haïtienne ou par les organismes publics concernés; ou (iv) toute autre activité interdite dans les Règles de Fonctionnement.

4.12 Les petits prêts seront éligibles pour la Sous-composante I.a alors que les plus grands prêts seront éligibles pour la Sous-composante I.b. Le seuil de séparation entre les petits et les grands prêts est de ÉU\$1 million de dollar mais ceci pourrait être révisé au cours de la période d'exécution du Programme.

4.13 Éligibilité des Institutions Financières Intermédiaires « IFI ». Toutes les institutions financières réglementées sont éligibles pour participer au Programme y compris : (i) les banques publiques quoique les demandes de garanties ne seront pas couvertes avec les ressources du Programme mais avec les ressources publiques ; et (ii) les institutions financières intermédiaires privées non bancaires réglementées et les coopératives d'épargne et de crédit selon les conditions qui seront établies dans les règles de fonctionnement.

4.14 Les différentes fonctions du Fonds sont :

- a. Allocation de garantie. A la demande des Institutions Financières Intermédiaires et des emprunteurs, le Fonds accordera des FGC pour des prêts individuels éligibles.
- b. Ratio d'endettement. Le ratio d'endettement sera de 2:1 (par exemple, pour chaque dollar disponible dans le Fonds, une garantie de deux dollars sera émise). En cas de changement dans l'analyse actuarielle, le ratio d'endettement sera ajusté en conséquence.
- c. Taux de couverture. La garantie émise couvrira environ 50% du solde du principal du prêt (le pourcentage exact sera établi dans les RF du Programme).
- d. Déductible. Un déductible (première perte payée par les banques) sera appliqué sur chaque prêt garanti. Ce déductible sera établi conformément au risque de crédit de l'institution financière intermédiaire correspondante. Le déductible sera revu périodiquement sur la base du taux du crédit improductif et à la demande de chaque institution financière intermédiaire.
- e. Couverture Nette. A la réception d'une demande donnée, la garantie paiera 50% de chaque prêt moins le déductible de l'institution financière intermédiaire.
- f. Commission. La commission sera d'environ 2% l'an du montant garanti du prêt. (le chiffre exact devra être davantage analysé et sera fixé dans les règles de fonctionnement du Programme).

- g. Durée des garanties. Les GPC seront accessibles pour une période de cinq ans environ. La valeur exacte de la garantie sera basée sur les spécificités de chaque prêt sous-jacent.
- h. Durée du Fonds. Le Fonds aura une durée temporaire, à savoir : (i) le délai pour accéder au Fonds sera d'environ 12 mois à compter de la date du premier décaissement ; (ii) l'insertion d'une clause d'expiration afin que le Fonds diminue après l'expiration de la dernière garantie (environ 5 ans) ; et (iii) les ressources résiduelles seront transférées au second pilier du FGPC, à l'échéance des montants garantis, ou seront utilisées à d'autres fins similaires aux objectifs du Programme convenues entre la Banque et le gouvernement d'Haïti.
- i. Procédures de recouvrement. Après la soumission d'une demande, l'institution financière intermédiaire correspondante commencera les procédures de recouvrement du prêt conformément au protocole établi dans les règles de fonctionnement. Les étapes de recouvrement seront : premièrement, le paiement des frais de recouvrement ; le reste devant être partagé *pari passu* entre l'Institution Financière Intermédiaire et le Fonds de Développement Industriel. Toutefois, à la seule discrétion du FDI, les prêts en cours de recouvrement peuvent être transférés pour qu'ils soient gérés par des tierces parties.

V. Suivi et évaluation

- 5.01** Evaluation à mi-parcours. Dans les 24 mois après la date du premier décaissement, l'Organisme d'Exécution devra soumettre un rapport d'évaluation à mi-parcours sur : (i) la mesure dans laquelle les objectifs et les résultats ont été atteints en se basant sur la matrice des résultats ; (ii) la mesure dans laquelle les normes sur l'environnement ont été respectées ; et (iii) les actions à entreprendre au cas où le Programme n'aurait pas atteint l'essentiel de ses objectifs.
- 5.02** A la fin de la période de décaissement, la Banque procédera à une évaluation externe afin d'évaluer la mesure dans laquelle les objectifs du Programme ont été respectés et son impact sur l'environnement. L'Organisme d'Exécution tiendra toutes les informations pertinentes disponibles pour faciliter cette évaluation.